



« *Envie de Paysans* »

campagne de la Confédération Paysanne

Dans le contexte de « TECH-Ovin » colloque National sur l'élevage Caprin & Ovin Français qui s'est tenu pendant 2 jours à Bellac les 4/5 septembre dernier, Attac 87 avait été cordialement invité par les camarades de la Confédération Paysanne (Conf'87) à venir le jeudi 5 septembre expliquer puis argumenter les buts et le rôle de notre association dans les rapports entre les producteurs et les consommateurs. Cette rencontre des plus cordiales a eu lieu dans les locaux de « Safran » de la chambre d'agriculture du Limousin à Panazol.

Les informations/débats et points de vue échangés ont été très riches et assez constructifs avec le monde « paysan ». Même si sur de nombreux aspects, les situations abordées se voulaient particulièrement techniques sur les pratiques d'élevages ovins, nous avons pu constater à travers moult détails toutes les difficultés que peuvent rencontrer quotidiennement ces modestes éleveurs venus de tout le territoire national, qui ont bien entendu un rôle primordial dans l'agriculture locale et régionale, y compris « pastorale » en zone montagne. Ils participent activement au maintien d'une agriculture ancestrale dans les campagnes, ils entretiennent et valorisent les paysages qui sans leur présence et leurs activités ne seraient plus que friches et désolation !

A travers leur témoignages nous avons pu mesurer réellement toutes leurs difficultés à vivre décemment de cette activité, de leurs difficultés de pouvoir tirer un revenu correct et suffisant pour faire vivre une famille et les situations qu'ils traversent, totalement disproportionnées et injustes par rapport à l'agriculture intensive, productiviste ou industrielle des plaines céréalières « Beauceronnes » qui galvaudent l'agriculture traditionnelle, empoisonnent les consommateurs et stérilisent les terres agricoles à travers l'agrochimie » en engrangeant » sans vergogne les $\frac{3}{4}$ des primes et subventions distribuées allègrement

et très injustement par le système lié à la « PAC » décidé par les technocrates européens de Bruxelles, sous la pression des Lobbies, avec la complicité « opaque » de certaines administrations agricoles et de certains syndicats agricoles productivistes corrompus ! Les contraintes et diverses normes « Européennes » de plus en plus complexes et contraignantes accentuent les difficultés à accomplir correctement leur travail, accentuent les inégalités, font baisser exponentiellement les revenus des plus modestes, découragent bien de jeunes volontés (et d'autres moins jeunes) à vouloir s'installer et investir dans ce genre d'activités s'ils n'ont pas les garanties indispensables à des projets pérennes et rémunérateurs suffisants aux besoins d'une famille, y compris lorsqu'il s'agit d'une transmission de patrimoine.

La problématique du « puçage » (électronique) est revenu régulièrement dans les échanges. Certains témoignages de camarades bergers ou éleveurs étaient assez édifiants sur les contraintes et contrôles (qu'ils ne refusent pas) subis parfois sous la pression par certains contrôleurs « zélés » des administrations agricoles /sanitaires ou autres ... qui sont beaucoup moins regardants et exigeants dans d'autres types d'élevages (porcin entre autre ...) beaucoup moins sévères avec l'agro-industrie.

Ils sont soumis au chantage permanent à la « compétitivité » (comme dans l'industrie) et à la concurrence « sauvage ? » (moutons néozélandais à 2€ le kg) « à la prime » dont les dits fonctionnaires se servent comme arme de dissuasion « punitive » à l'attention de ceux qui n'obtempèrent pas ou pas assez vite ! Certains « petits caporals » jouissent du pouvoir de supprimer pour un oui pour un non une partie non négligeable des primes (ils peuvent se permettre de supprimer l'équivalent d'une prime de 8000€, sur un revenu annuel de ... 15000€!!), mettant les éleveurs dans des situations économiques catastrophiques, psychologiques déplorables,

induisant des abandons d'activités, voire à des comportements irréversibles ...

Un représentant de l'Etat est intervenu dans les débats, après bien des explications et détails sur le fait que la situation n'était pas figée et que bien des améliorations avaient été mises en place ou étaient en cours progressivement. Le portrait de ses analyses et déclarations se voulait rassurant (faute d'être idyllique), un camarade chevrier de la Conf' lui a fait ironiquement remarquer que si « Le Bonheur est dans le pré »... « La corde, elle est dans la grange ! » ce qui est un révélateur de l'état de la profession.

Notre intervention au nom d' Attac 87 portait plus particulièrement sur le volet consommation à travers notre rôle « d'Education Populaire » et surtout « militant » mené auprès des populations que nous souhaitons « associer » et se comporter en « Consom-Acteurs » tant ils ont une place prépondérante et une responsabilité « citoyenne » non négligeable dans leur mode de consommation et surtout leurs achats alimentaires garants de certaines valeurs. Nous considérons que l'agriculture telle que nous la concevons ne doit pas être considérée comme une simple « marchandise ». Derrière l'agriculture traditionnelle ou conventionnelle il y a des femmes et des hommes qui travaillent et vivent de la terre et sur la terre, qui l'entretiennent et la nourrissent comme elle peut aussi nous nourrir. Les consommateurs dans leurs achats et leurs comportements même s'ils n'en ont pas toujours conscience sont responsables de toute une filière agricole, de tout un paysage de culture et d'élevage, mais surtout de tout une chaîne de conséquences environnementales induites et engendrées par des méthodes productivistes et destructrices de milieux naturels, de sols, de forêts, de biodiversité mais aussi et surtout de vie sociale par la disparition de certaines et milliers d'emplois liés à l'agriculture et à la production « nourricière » de toutes les populations.

Ce sont bien ces emplois, ces valeurs que nous voulons non seulement ne pas voir disparaître, mais au contraire voir progresser afin de revenir à des choses plus humaines, plus profitables à la santé de toutes les « bouches » à nourrir, non-préjudiciables à l'environnement et à l'avenir des générations futures. Nous sommes les promoteurs d'une agriculture traditionnelle et raisonnée, (bio si possible), sans revenir pour autant sur les méthodes utilisées par le passé sous la

pression des lobbys agro-industriels, de l'agrochimie induites par le productivisme agricole ne laissant guère le choix aux paysans : choix qui ont fini par « tuer » bien des agriculteurs et leurs familles.

Nous sommes pour une reconnaissance de la juste valeur de leur travail, pour une redéfinition de leurs revenus directs plus en phase avec la réalité par la rémunération à la valeur réelle de ce qu'ils produisent plutôt que par l'octroi de primes totalement inappropriées, puis quelles ne profitent majoritairement qu'aux grosses exploitations ou autres firmes agro-industriels gérées ou managées comme des entreprises par des « exploiters » de la terre qui n'ont plus grand chose à voir avec la « paysannerie » traditionnelle !

Nous souhaitons et nous voulons relocaliser et conserver une production « locale » afin que tous nos territoires puissent vivre de leur travail sans dépendre d'institutions « pilotées » par Bruxelles. Nous sommes demandeurs de « critères » (je n'emploierai pas le terme « normes ») très sévères et strictes concernant l'étiquetage des produits de consommation afin de bien « identifier » nos achats, restant très exigeants sur l'origine (effets pervers liés au transport), les modes et méthodes de production (pollutions des sols et cours d'eaux), la qualité des aliments et leurs effets sur notre santé, notre qualité de vie et notre bien être comme celui des paysans d'ailleurs, le tout dans le but de travailler sur des éléments « durables », de maintenir la vie dans nos campagnes et sur le long terme, recréer une dynamique « sociale » avec les emplois qui vont avec, éviter la désertification de nos territoires et garder une dimension « humaine » où il fait bon vivre !

Nous souhaitons conserver des productions appropriées à nos sols (fruits / légumes / viandes / lait / céréales etc ...) et nos régions, des productions de « saisons » (gros travail de « rééducation » sur les consommateurs!), nous favorisons autant que faire se peut la promotion pour les « Amap », les « circuits-courts », l'approvisionnement des cantines et restaurants scolaires par des produits locaux ou provenant vraiment d'un rayon d'approvisionnement réduit. Nous sommes les promoteurs de produits de terroirs, avec une traçabilité et une identification « limpide » sur l'origine, nous nous faisons les promoteurs des « marchés-paysans », des « marchés de producteurs »,

des foires « artisanales », des manifestations liées à tout l'environnement agricole local, nous ne nous limitons pas non plus seulement à l'agriculture exclusivement « nourricière », nous promouvons le tourisme « vert » à travers les « accueils paysans » les gîtes et chambres d'hôtes « campagnards », les soirées thématiques dans des fermes, des formations à la pratique des jardins partagés, ouvriers ou collectifs (en ville) , nous participons à des stages, des formations , (permaculture etc...), nous échangeons beaucoup avec des paysans en quête de terre et participons à des manifestations avec eux, avec des jeunes ayant suivi des formations agricoles souhaitant s'installer en « maraîchage », nous rencontrons aussi des élus afin de lutter contre « l'accaparement » et la disparitions de terres agricoles nourricières : ce sont quand-même eux (nos élus) qui décident et votent les « PLU », favorisent l'installation d'hyper-marchés ou autres magasins « Discounts » ou « Low-cost » peu exigeants sur la qualité des produits, leur origine et les conditions sociales de la main d'œuvre à bon marché. Destructeurs eux aussi d'emplois agricoles locaux et qui engendrent par la même occasion la disparition irréversibles de surfaces agricoles et d'exploitations par le « bétonnage » sans fin des périphéries urbaines et autres mégalo-poles. Nous refusons le pillage des ressources « des pays du sud », l'industrialisation alimentaire du tiers-monde, le développement des « agrocarburants » dans les pays « émergents » mais aussi en Europe.

Sur le plan local, nous nous battons ardemment contre le projet totalement injustifié et inutile de ligne à Grande Vitesse entre Limoges et Poitiers entraînant dans sa folie destructrice la disparition ou « l'impactage » de 163 exploitations agricoles sur les seuls 2 départements (Vienne & Haute-Vienne) pour seulement 110 km de ligne !

Tout comme nous luttons également avec assiduité aux côtés de nos camarades paysans (la Conf' et du Copain 44) du bocage Breton de Notre Dame Des Landes, pour la sauvegarde de leurs terres et de leurs fermes.

Jean-Pierre CHAUFFIER



En lien avec la campagne « Envie de Paysans », Projection du film
Les petits gars de la campagne
CINÉMA LE LIDO - LIMOGES
Jeudi 23 janvier à 20h30
 suivi d'un débat en présence du réalisateur Arnaud Brugier.
 Soirée soutenue par la Confédération Paysanne Limousin, ATTAC 87 et Les Amis de la Terre.

Maîtrise des énergies et réappropriation citoyenne : peut-on peser sur les choix énergétiques ?

Par Attac 23 : AlterCafé de Novembre 2013

Attac 23 a proposé en Novembre son Alter-Café sur le thème de la maîtrise des énergies et la réappropriation citoyenne : peut-on peser sur les choix énergétiques ?

L'animateur a d'abord réprécisé l'historique de la naissance de la fée « Electricité » puis développé les choix politiques et sociétaux qui ont contribué à son évolution entre secteur public et privé des années 1920 à nos jours. Il a mis en évidence les différentes sources d'énergies et leur répartition entre énergies fossiles et thermiques, le nucléaire et les

énergies renouvelables : solaire, éolienne, géothermie, biomasse...

La France accuse un retard par rapport à d'autres pays européens dans le développement des alternatives. C'est un pays à gestion centralisée, sous l'influence des grandes multinationales.

La problématique de la réappropriation citoyenne de la maîtrise des énergies et celle de leur relocalisation a été posée. Comment le citoyen peut-il s'en emparer ? En participant aux choix énergétiques locaux, à l'échelle de la ville, du village ..., en étant lui-même acteur

voire financeur des alternatives à travers l'idée d'énergie partagée

Des exemples concrets ont été cités .Les Eoliennes de Béganne en Bretagne dans le Morbihan, en service en 2014 ont été financées par 1 millier de personnes. Strasbourg, Grenoble ont voulu garder la responsabilité de la distribution des énergies à travers des régies municipales ou des entreprises locales de distribution. En Allemagne la moitié des installations depuis 10 ans appartient à des habitants, des agriculteurs ou des municipalités comme à Hambourg.

L'exemple de Wildpoldsried en Bavière (2600hab) interpelle .Quelques habitants ont entraîné leurs concitoyens dans un projet novateur .Ils se sont appropriés sans aide financière leur production d'énergie avec plusieurs supports .Ils produisent 7 fois 1/2plus qu'ils ne consomment et revendent le reste .C'est surtout tout un état d'esprit du village qui a été modifié dans cette synergie avec une vie associative plus riche, une sensibilisation des jeunes générations. Des comportements vertueux en terme d'économies, de déplacement (voitures électriques).Ce village est devenu une vitrine exemplaire qui fait naître une économie secondaire : filière bois de pointe, Siemens y a créé une fabrication de logiciels de gestion et surtout attirant la visite de délégations du monde entier, ils ont créé une auberge – université pour leur accueil.

Au Danemark, lorsqu'une éolienne sort de terre ,20% de son capital est proposé à la population locale. 1700 Hollandais deviennent propriétaires d'une éolienne par une levée de fonds en 13h !

Même en Creuse des éco-quartiers commencent à voir le jour avec l'implication des habitants comme à Faux la Montagne.

En jouant collectif, on peut se réapproprier notre production /distribution d'énergie et rester vigilants aux dérives que peuvent proposer des grandes multinationales : à Gardanne, Eon une firme allemande a mis en place un projet de méthanisation (biomasse) pléthorique. La production locale de bois ne suffisant pas, on va en chercher dans les forêts du Massif Central, des Vosges et même en Pologne.

La raison d'être d'ATTAC : « aider les citoyens à penser qu'un autre monde est possible »

Attac 23



Attac publie un petit guide pour décrypter le projet des accords actuellement en cours de discussion. Des exemples concrets illustrent les risques encourus si ces accords voient le jour.

Il est disponible sur le site d'Attac France en téléchargement ou auprès de votre comité local. N'hésitez pas à le demander !

Attac 19 au travail : compte-rendu de la réunion de novembre

1. Compte-rendu de la formation organisée par Sud-Education et la CNT : « De l'anti-hiérarchie à l'autogestion ».

Trois expériences professionnelles sont décrites et discutées, qui placent la pratique autogestionnaire et le rejet de la hiérarchie au centre :

- La SCOP (Société coopérative ouvrière de production) « La Navette », à Faux-la-montagne, groupe de rédacteurs de presse spécialisés dans l'économie sociale

et solidaire : dans cette coopérative, pas de patron, un gérant tiré au sort, des décisions prises par le collectif et le même salaire horaire pour tous, chacun choisissant son temps de travail.

- La SCOP « Le monde à l'envers », une transformerie d'objets à recycler, à Eymoutiers, qui fonctionne sur le même mode.
- La classe unique d'une école de village dans laquelle l'enseignant met en œuvre les méthodes pédagogiques Freinet : il

considère sa classe comme un « système vivant » visant à rendre les enfants à la fois autonomes et solidaires. Il refuse d'être inspecté, ouvre l'école toute l'année sauf en août. Il a cherché progressivement comment désaliéner son travail et abattre les « cloisons » au sein de sa classe ainsi qu'entre l'école et son environnement.

Les progrès contenus dans ces expériences sont indéniables : se libérer en libérant le travail, sortir de la « fatalité psychologique », de la soumission à la domination. Nous discernons cependant leurs limites dans un cadre capitaliste inchangé :

- Le danger de s'auto-exploiter pour répondre à la nécessité de rendement
- Un revenu non déconnecté du temps de travail
- La reproduction des rôles sexuels dans la répartition des tâches dans certains cas
- La rivalité entre les personnes, qui incite à désigner des boucs-émissaires, les « mauvais » travailleurs du « bon » collectif
- L'exposition des travailleurs qui assument des positions anti-hiérarchiques à la répression, en ce qui concerne l'Education nationale en l'occurrence
- Enfin et sans doute surtout l'isolement, la dispersion de ces expériences qui les rendent insuffisantes pour remettre en cause le système.

Nous abordons le problème de l'obéissance et de la peur, omniprésentes dans le monde du travail, même quand elles se cachent derrière un discours de protestation contre la hiérarchie.

2. Quelle suite donner à la journée d'atelier et de débat sur l'économie animée par Bernard Friot ?

L'économiste Bernard Friot, invité par ATTAC en Corrèze le 21 octobre dernier, a expliqué les mécanismes économiques qui rendent possibles le « salaire à vie » indépendamment de l'activité. La réappropriation de la richesse que nous produisons et la conversion du PIB (actuellement = 3300 euros par personne) en cotisations sociales permet ce salaire à vie à un niveau correct. Le danger de voir cette idée reprise par les libéraux et transformée en allocation minimum, le revenu de base, ainsi que l'envisage la Suisse, doit faire l'objet d'une réflexion. La différence entre les deux projets réside dans le montant du revenu et leur philosophie : le salaire à vie libère de l'emploi aliéné, il suppose une transformation politique radicale, le revenu de base met un

peu d'huile dans les rouages du capitalisme en lui donnant un visage « social » tout en aggravant la dépendance envers le marché du travail. Le salaire à vie suppose que l'on reprenne l'initiative de la création de la monnaie. Il peut de plus être démonétarisé au maximum, versé pour une part en services publics gratuits (eau, énergie, santé, éducation, culture, transports...), pour une part en monnaie locale et pour une moindre part en monnaie nationale. Le salaire à vie « démonétarise la vie », il libère non seulement de l'aliénation du marché du travail mais de celle de l'argent.

*Nous projetons de poursuivre cette réflexion le **samedi 11 janvier de 16 h à 18 h** au Centre Culturel et Social, salle Asie, à Tulle. Nous discuterons du texte suivant écrit par André Gorz pour essayer d'en tirer un objectif pour notre groupe (à l'ordre du jour le 30/11 mais nous avons manqué de temps) !*

.Attac 19

Introduction de *Misère du présent, richesse du possible* d'André Gorz (1997) : « Il faut apprendre à discerner les chances non réalisées qui sommeillent dans les replis du présent. Il faut vouloir s'emparer de ces chances, s'emparer de ce qui change. Il faut oser rompre avec cette société qui meurt et ne renaîtra plus. Il faut oser l'exode. Il faut ne rien attendre des traitements symptomatiques de la « crise », car il n'y a plus de crise : un nouveau système s'est mis en place qui abolit massivement le « travail ». Il restaure les pires formes de domination, d'asservissement, d'exploitation en contraignant tous à se battre contre tous pour obtenir ce « travail » qu'il abolit. Ce n'est pas cette abolition qu'il faut lui reprocher : c'est de prétendre perpétuer comme obligation, comme norme, comme fondement irremplaçable des droits et de la dignité de tous ce même « travail » dont il abolit les normes, la dignité et l'accessibilité. Il faut oser l'exode de la « société de travail » : elle n'existe plus et ne reviendra pas. Il faut vouloir la mort de cette société qui agonise afin qu'une autre puisse renaître sur ses décombres. Il faut apprendre à distinguer les contours de cette société autre derrière les résistances, les dysfonctionnements, les impasses dont est fait le présent. Il faut que le « travail » perde sa centralité dans la conscience, la pensée, l'imaginaire de tous : il faut apprendre à porter sur lui un regard différent ; ne plus le penser comme ce qu'on a ou ce qu'on n'a pas, mais comme ce que nous faisons. Il faut oser vouloir nous ré-approprier le travail. »

2014 ... Faites le programme ! ... d'Attac 87 !

Lors de l'assemblée générale d'Attac 87, nous avons répertorié les thèmes sur lesquels nous travaillons déjà et ceux que nous pourrions aborder en 2014.

En voici un rapide récapitulatif.

En 2013, nous avons travaillé sur :

- la **dette** et les **finances locales** dans le cadre du collectif CAC87,

- les **grands projets inutiles imposés** (GPIL) dans le cadre du collectif "Non LGV, Oui POLT" et du soutien aux opposants à Notre Dame des Landes,

- l'**agriculture** et la **politique agricole commune** (PAC) en soutenant de la campagne Envie de paysans, en lien avec la Confédération Paysanne,

- l'**eau**,

Nos actions dans ces domaines devraient se poursuivre en 2014, avec une interrogation concernant la problématique de l'eau. Pour cette dernière, nous proposons la diffusion d'un film et d'un diaporama auprès de toute personne ou groupe en faisant la demande ; nous n'avons aucune programmation en vue, pour l'instant ...

En 2014, nous pourrions élargir notre champ d'actions en :

- **relayant l'appel** lancé à Alternatiba, Bayonne, le 6 octobre 2013, pour mettre en route la **transition sociale, énergétique et écologique**. L'idée serait de recenser et présenter les alternatives qui existent localement et passent souvent inaperçues, ainsi que d'encourager les citoyens à en mettre en œuvre tant individuellement que collectivement. Doit-on réactiver le collectif ayant travaillé, en 2013, sur la transition énergétique ?

- **diffusant des informations sur le grand marché transatlantique** en cours d'élaboration. Des collectifs se créent ici et là pour alerter sur les dangers d'un tel projet. Doit-on en proposer un en Haute-Vienne ?

- **participant à la campagne "Les requins 2014"**, initiée par Attac France. Les cibles seraient BNP Paribas, dans la catégorie "*Évadeur fiscal*", pour sa présence dans les paradis fiscaux ; la Société Générale, dans la catégorie "*Destructeur de planète*", pour le financement de projets toxiques ; Unilever, dans la catégorie "*Casseur social*", son action face aux Fralib. Attac France préparera du matériel d'information à diffuser. Une journée commune d'action des comités locaux est prévue en mars 2014 ainsi qu'une action nationale en mai ; l'idée étant de coordonner les mobilisations pour une plus grande visibilité. Doit-on s'engager dans ces actions ?

COMMENT MENER A BIEN TOUS CES PROJETS ?

Des bras, des têtes, de la méthode, de l'organisation ... Élémentaire !

Cela nécessite un **minimum de 2 personnes par sujet proposé**, pour rechercher les informations, les relayer, les synthétiser ; réfléchir à des actions ; rédiger des articles ; animer un collectif ...

Les membres élus du groupe d'animation ne suffiront pas ... **Chacun d'entre vous est donc invité à choisir un thème et à rejoindre les personnes déjà impliquées**. Le travail collectif et partagé est plus léger, plus efficace, plus enthousiasmant !

Participer à un groupe n'oblige pas à assister à toutes les réunions du groupe d'animation, à soutenir toutes les actions d'Attac87. Un fonctionnement en souplesse mais en synergie nous permettra de mener à bien tous nos projets, essentiels dans les luttes actuelles.

Pour obtenir des informations supplémentaires, pour vous inscrire à un groupe de travail : contactez attac87@attac.org ou 05 55 36 71 24.

JM

Sommaire	Page	Sommaire	Page
« Envie de Paysans »	1	2014 ... Faites le programme !	5
Maîtrise des énergies et réappropriation citoyenne	3	ENCART : Panier du militant – Flyers –	
Attac 19 au travail	4	bulletin d'adhésion	